



110 000 milliards  
=> =>

Chers amis, votre questionnaire ambitieux appelle de notre part des réponses très argumentées. Nous savons bien la richesse des interactions sociales, sociétales et politique qui sou-tendent nos réponses, aussi nous voulons par ces quelques lignes argumenter plutôt que de simplement cocher positivement l'ensemble des questions que vous nous soumettez.

A la 1ere question du juste paiement des impôts par les entreprises et les individus....nous répondons oui.

**La révolution fiscale n'est possible que si on mène en parallèle une lutte sans merci contre les déserteurs fiscaux. La fraude et l'évasion fiscales représentent un manque à gagner de 80 milliards d'euros pour l'État ! Il faut aller chercher l'argent là où il est !**

**Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :**

- **Mettre en place la taxation différentielle permettant de soumettre chaque citoyen français aux impôts français quel que soit son pays de résidence**
- **Obliger les entreprises à déclarer leurs résultats pays par pays et taxer les bénéficiaires des entreprises là où ils sont réalisés**
- **Interdire aux banques françaises toute activité dans les paradis fiscaux en retirant les licences bancaires des établissements récalcitrants**

À la seconde question nous répondons positivement :

**Refonder l'imposition sur les revenus grâce à un impôt citoyen garantissant les recettes de l'État et celles de la Sécurité sociale et en conservant leur affectation distincte**

- **Imposer les revenus du capital comme ceux du travail par une assiette large et unifiée**
- **Rendre l'impôt sur les revenus plus progressif avec un barème à 14 tranches contre 5 aujourd'hui : tout le monde doit payer et chacun selon ses moyens réels**
- **Instaurer un revenu maximum autorisé : 100 % d'impôt pour la tranche au dessus de 20 fois le revenu médian, soit 400 000 euros de revenus annuels (33 000 euros par mois)**
- **Mettre fin au quotient conjugal, système patriarcal favorisant les inégalités salariales entre les femmes et les hommes**
- **Remplacer l'injuste quotient familial fiscal actuel par un crédit d'impôt par enfant.**

question 3  
de ne m'excusez pas

Pour stopper les crises financières question 4 :

**La France est le pays d'Europe qui compte le plus de millionnaires (plus de deux millions**

62 personnes possèdent au moins la moitié de la population mondiale  
Oxfam 18/01/2016 -> l'économie au service des 1% rapport.

**de personnes). Conséquences : la pauvreté gagne du terrain, le chômage se généralise, l'État se disloque, les services publics reculent. Comment sortir de cette spirale ?**

**L'appauvrissement des classes moyennes et les misères du peuple n'ont rien de fatal. Notre pays n'a jamais été aussi riche. Il est donc temps de se donner les moyens de partager la charge de travail nécessaire.**

**Les financiers étranglent chaque jour les PME et les ménages. Les actionnaires exigent des taux de rendement intenable, obtenus au détriment des droits sociaux et de l'appareil de production. Ils imposent la tyrannie du temps court sur le temps long de l'activité humaine et de l'impératif écologique. Il faut leur reprendre le pouvoir.**

**Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :**

- **Mettre fin à la cotation continue des entreprises en Bourse**
- **Moduler les droits de vote des actionnaires selon la durée d'engagement dans l'entreprise en réservant le droit de vote aux actionnaires acceptant de s'engager sur une durée de présence**
- **Moduler l'impôt sur les sociétés selon l'usage des bénéfices pour encourager l'investissement en France : un taux réduit pour les bénéfices réinvestis en France, un taux plein pour les bénéfices distribués aux actionnaires**
- **Augmenter la mise en réserve légale (aujourd'hui à seulement 5 % des bénéfices) qui oblige l'entreprise à conserver une part de son résultat plutôt que de le distribuer entièrement en dividendes**
- **Interdire aux entreprises de distribuer un montant de dividendes supérieur à leur bénéfice et donc d'emprunter pour distribuer des dividendes**
- **Chaque jour les petites entreprises meurent faute d'être soutenues par les banques. À l'inverse, des milliards d'euros sont perdus sans contrôle ni contrepartie industrielle, sociale ou écologique. Finançons enfin l'économie réelle et pas les multinationales et les actionnaires !**

La question relative à la réduction de la pauvreté passe par la réduction du chômage par l'innovation venant de la société elle-même.

**Nous proposons :**

**Une Agence publique chargée d'éradiquer le chômage sur le territoire, le Commissariat à l'emploi en dernier ressort organisera un bilan des qualifications et des compétences des chômeur-se-s de longue durée.**

**Tout individu au chômage depuis plus d'un an, qui souhaite et peut travailler, se verra proposer un contrat public au salaire minimum adapté à ses qualifications. Plutôt que de dépenser une indemnisation sans se préoccuper du désespoir social et de la déqualification des chômeur-se-s, la collectivité prendra ses responsabilités (et y gagnera financièrement !) en proposant un « contrat coopératif » aux personnes en échec provisoire sur le marché du travail. La somme auparavant versée au titre de l'indemnisation chômage le sera désormais par la puissance publique et ces personnes pourront être orientées vers les besoins publics locaux ou les associations agréées.**

**L'État assumera ainsi, pour la première fois dans l'histoire de France, le rôle d'employeur en dernier ressort.**

**Et les chômeur-se-s ne seront plus obligé-e-s d'accepter n'importe quel emploi de mauvaise qualité pour sortir du chômage : elles et ils disposeront d'un droit opposable à un contrat rémunéré au salaire minimum.**

L'écologie est le fil conducteur de nos propositions économiques et sociétales

**Pour les tenants du système, l'écologie est une question à part. C'est tout l'inverse. L'a** X  
**préoccupation écologique doit être inscrite au sommet de la hiérarchie des normes et de l'activité de l'État. Le temps de l'écosystème, c'est le temps long. Le temps court de la finance et du productivisme saccage tout. La reconquête du temps long est la principale exigence. C'est le but de la planification écologique : mettre en cohérence dans le temps et dans l'espace les mesures nécessaires pour faire bifurquer le modèle de production, de consommation et d'échanges.**

**Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :**

- **Constitutionnaliser la règle verte : ne pas prélever sur la nature davantage que ce qu'elle peut reconstituer ni produire plus que ce qu'elle peut supporter**
- **Adopter une loi-cadre instaurant une planification écologique, démocratique et articulant les niveaux national et local**
- **Créer une fonction de délégués départementaux à l'écologie chargés d'alerter sur les dysfonctionnements, sur le modèle des délégués départementaux de l'Éducation nationale**

**Notre société est dominée par le « toujours plus » : plus de croissance, de compétitivité, de vitesse, de consommation, de stress.**

**La planification vise à rétablir la gestion du temps long plutôt que la dictature du temps court, le qualitatif plutôt que le quantitatif, et le refus de la concurrence et de l'accumulation.**

**Elle détermine les choix stratégiques et les objectifs à moyen et long termes dans les domaines de l'économie, de l'environnement et de l'aménagement du territoire, ainsi que les moyens nécessaires pour les atteindre.**

**La planification définit les priorités dans le domaine de la production et de la consommation des biens et services à partir des besoins de la population et du respect de la règle verte, sur la base d'arbitrages citoyens entre les intérêts contradictoires des groupes économiques, dans un processus de programmation participative du plan. Elle identifie les biens communs tels que l'air, l'eau, l'alimentation, le vivant et développe les services publics nécessaires à leur protection. Elle explore les voies de la socialisation et de la réappropriation citoyenne des biens communs.**

A propose des énergies :

**Le changement climatique impose de sortir des énergies émettrices de gaz à effet de serre. Le nucléaire n'est pas une solution d'avenir. Il ne règle aucune question : ni l'indépendance d'approvisionnement, ni la sûreté des installations, ni la gestion des déchets, ni les coûts financiers. Il faut donc sortir des deux à la fois. C'est un horizon**

**technique et humain enthousiasmant. Plusieurs études (NegaWatt, Ademe...) ont montré que c'est possible d'ici 2050. Ne manque que la volonté politique. Nous l'avons.**

**Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :**

- **Adopter un plan de transition énergétique avec un double axe sobriété/efficacité énergétique et transition vers les énergies renouvelables**
- **Développer l'ensemble des énergies renouvelables**
- **Sortir des énergies carbonées en commençant par l'arrêt des subventions aux énergies fossiles et de toute exploration de gaz et pétrole de schiste et de houille**
- **Stopper la privatisation des barrages hydroélectriques**
- **Sortir du nucléaire**
- **Fermer immédiatement Fessenheim en garantissant l'emploi des salariés et leur formation pour en faire un site pilote du démantèlement**
- **Abandonner l'opération du grand carénage visant à prolonger la vie des centrales nucléaires au-delà de quarante ans**
- **Abandonner les projets d'EPR (Flamanville et Hinkley Point) et d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure**
- **Rendre publique les données sur l'enfouissement des déchets nucléaires depuis soixante ans et informer sur les dangers sanitaires avérés et/ou éventuels**
- **Créer un pôle public de l'énergie pour mener une politique cohérente, en renationalisation EDF et Engie (ex-GDF) en lien avec des coopératives locales de production et de consommation d'énergies renouvelables et en favorisant l'autoproduction et le partage des excédents**
- **Revenir sur la libéralisation du marché de l'électricité et abroger la loi .**

L'agroécologie participe pleinement de notre démarche globale :

**L'agro-business détruit tout : l'écosystème, la santé des consommateurs et celle des paysans. Les maux sont connus : pesticides chimiques, gigantisme agricole, ultra-spécialisation et soumission au libre marché. À terme, ce système met à mal notre capacité à nourrir l'humanité. On peut faire autrement : produire mieux pour se nourrir mieux !**

**Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :**

- **Engager la réforme agraire pour faciliter l'installation des jeunes agriculteurs en limitant la concentration des terres et la course à l'agrandissement et créer 300 000 emplois agricoles grâce à des prix rémunérateurs et une refonte de la PAC**
- **Stopper les projets de fermes usines**
- **Développer l'agriculture biologique, proscrire les pesticides chimiques, instaurer une agriculture diversifiée et écologique (polyculture-élevage, etc.) et promouvoir les arbres fruitiers dans les espaces publics**

- **Favoriser les circuits courts, la vente directe, la transformation sur place et plafonner les marges de la grande distribution par un coefficient multiplicateur limité pour garantir des prix rémunérateurs aux producteurs et interdire les ventes à perte pour les agriculteurs**

La solidarité à l'égard des migrant-e-s est pour nous vécu comme une fidélité aux valeurs de la république.

**Émigrer est toujours une souffrance pour celui qui part. Les migrations sont un sujet trop sérieux pour les réduire à des surenchères et à des pulsions incontrôlées. La première tâche est de permettre à chacun de vivre chez soi. Pour cela, il faut arrêter les guerres, les accords commerciaux qui détruisent les économies locales, et affronter le changement climatique qui sera, sinon, pourvoyeur de centaines de millions de réfugiés climatiques.**

**Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :**

- **Gérer enfin les migrations à l'échelle internationale**
- **Créer une Organisation mondiale des migrations liée à l' ONU pour renforcer l'action internationale aujourd'hui réduite au Haut Commissariat aux réfugiés et à l'Organisation Internationale pour les migrations**
- **Organiser une conférence internationale annuelle sur les migrations, sous l'égide de l'ONU, combinant les réponses d'urgence, le soutien aux pays d'accueil, la préparation du retour des réfugiés et l'anticipation des millions de réfugiés climatiques des décennies à venir**
- **Éviter aux migrants de devoir fuir leur pays**
- **Arrêter les guerres par une diplomatie active et indépendante au service de la paix**
- **Mettre fin aux accords commerciaux inégaux qui déstabilisent des pays entiers, détruisent les agricultures locales et empêchent le codéveloppement**
- **Agir contre le dérèglement climatique par des transferts de technologies et l'aide financière et matérielle à la transition dans les pays les plus vulnérables**
- **En Europe, sortir de l'impasse de Schengen et de Frontex**
- **Renforcer les moyens civils de sauvetage en mer Méditerranée pour éviter les milliers de noyés**
- **Refonder la politique européenne de contrôle des frontières extérieures et refuser la militarisation de la politique de contrôle des flux migratoires**
- **Refuser l'accord Visa + adhésion contre migrants avec la Turquie**
- **Construire un programme pour l'aide au retour des réfugiés qui le souhaitent lorsque la situation de leur pays de départ le permet**
- **Assumer notre devoir d'humanité envers les réfugiés arrivant en Europe**
- **Respecter la dignité humaine des migrants, leur droit fondamental à une vie de**

*famille et accompagner les mineurs isolés*

- *En finir avec le placement en centre de rétention d'enfants, même accompagnés de leurs parents*
- *Construire des centres d'accueil aux normes internationales sur le modèle de celui de Grande-Synthe, pour proposer aux migrants des conditions dignes et des centres d'accueil des demandeurs d'asile pour les héberger le temps de l'analyse de leur demande*
- *Réaffirmer et faire vivre le droit d'asile sur le territoire de la République, accueillir les réfugiés qui en relèvent, grâce à une administration adaptée à cette mission*
- *Aucune liberté n'est possible sans l'égalité entre les personnes. Assez tergiversé ! Imposons l'égalité des droits ! Punissons ceux qui veulent s'y soustraire. Faisons progresser ensemble l'égalité en droits et en faits dans tous les domaines.*
- *Défendre le droit du sol intégral pour les enfants nés en France, y compris dans les Outre-mer*
- *Faciliter l'accès à la nationalité française pour les personnes étrangères présentes légalement sur le territoire*
- *Rétablir la carte de séjour de dix ans comme titre de séjour de référence pour les étrangers*
- *Abolir les ségrégations et lutter contre toutes les formes de racisme*
- *Introduire le récépissé de contrôle d'identité pour interdire le contrôle au faciès*
- *Assurer l'égalité réelle et combattre les discriminations fondées sur le genre, le handicap, l'apparence, la couleur de peau, l'âge, l'orientation sexuelle, la religion ou la croyance, l'origine sociale ou la fortune.*

Le statut des femmes est une question fondamentale qui transcende les rapports humains en faisant de celui-ci un marqueur fondamental.

*Aucune liberté n'est possible sans l'égalité entre les personnes. Assez tergiversé ! Imposons l'égalité des droits ! Punissons ceux qui veulent s'y soustraire. Faisons progresser ensemble l'égalité en droits et en faits dans tous les domaines.*

- *Défendre le droit du sol intégral pour les enfants nés en France, y compris dans les Outre-mer*
- *Faciliter l'accès à la nationalité française pour les personnes étrangères présentes légalement sur le territoire*
- *Rétablir la carte de séjour de dix ans comme titre de séjour de référence pour les étrangers*
- *Abolir les ségrégations et lutter contre toutes les formes de racisme*
- *Introduire le récépissé de contrôle d'identité pour interdire le contrôle au faciès*
- *Assurer l'égalité réelle et combattre les discriminations fondées sur le genre, le handicap, l'apparence, la couleur de peau, l'âge, l'orientation sexuelle, la religion*

*ou la croyance,*

- ***l'origine sociale ou la fortune***
- ***Abolir le patriarcat dans l'État et la société***
- ***Imposer l'égalité de conditions entre les femmes et les hommes dans les institutions politiques, administratives, économiques, syndicales et associatives***
- ***Renforcer la loi et les moyens contre les violences faites aux femmes***
- ***Généraliser le Planning familial dans ses missions de formation et d'éducation pour la contraception et le droit à l'avortement***
- ***Adopter une loi de lutte contre le sexisme***
- ***Abolir la prostitution et garantir la dignité de la personne humaine***

***Assurer l'égalité de toutes les familles, de tous les enfants et des couples mariés et pacsés (en matière de succession, funérailles, pensions de réversion, etc.), ouvrir l'adoption plénière conjointe à tous les couples, mariés ou non***

Voilà nos commentaires nous vous en souhaitons bonne réception avec nos insoumises et néanmoins cordiales salutations.

Véronique RAKOSE-TRUCHET  
Candidate titulaire  
BRYAN BROSSARD  
Candidat suppléant  
FRANCE INSOUmise.

